

La triste farce de la «victoire du non»

Du nationalisme des partis bourgeois de gauche
et des manœuvres politiciennes de l'extrême gauche

Comme lors de chaque compétition électorale, chacun, vainqueur ou vaincu, se félicite des résultats du référendum du 29 mai 2005.

Certes, les partisans du oui font un peu la tête et affirment que «la France» a pris quelques années de retard dans ce qu'ils appellent «la construction de l'Europe». Mais ils se consolent en se disant qu'après tout ils ont encore le pouvoir (UMP) ou qu'ils vont bientôt le récupérer (PS). Quant aux partisans du non, ils se réjouissent avec raison de la gigantesque baffa que s'est pris Chirac et beaucoup avancent la nécessité de sa démission et de nouvelles élections anticipées, élections qui n'ouvriront immanquablement la voie qu'à d'amères désillusions, quels qu'en soient les résultats.

Mais les partisans du oui comme ceux du non expliquent tous que la campagne a «réveillé l'intérêt pour la politique», «le débat dans la France d'en bas», qu'il y a eu des «réunions passionnantes», que «tout le monde étudiait la Constitution stylo à la main», etc. Comme à chaque élection, et c'est encore plus visible pour celle-ci, les participants à la farce électorale baignent en fait dans l'autosatisfaction franco-française et souvent chauvine, ou en tout cas paternaliste vis-à-vis des autres peuples européens. Et quoi de plus normal, puisque c'est justement l'une des fonctions du système électoral ? Faire communier tous les individus d'un Etat donné, quelle que soit leur classe sociale, dans l'illusion qu'ils sont tous égaux puisqu'ils ont tous le même bulletin de vote à leur disposition. Leur faire croire qu'en abandonnant leur pouvoir de décision entre des représentants incontrôlables et incontrôlés, sans que ceux-ci soient obligés de tenir leurs engagements ou de respecter leur programme, les acteurs agissent pour le bien général de la nation, exploités et exploités confondus.

Mais puisque cette élection concernait l'Europe, il faut aller plus loin dans l'analyse non pas des résultats du scrutin lui-même et des combines politiciennes franco-françaises - les spécialistes s'en chargeront pendant des mois - mais des positions défendues par les partisans du «non de gauche», de leur triomphalisme mystificateur et de leur incapacité à bâtir une analyse internationale et internationaliste.

Une cécité générale

Pour toute personne qui s'intéresse à la vie politique en France depuis quelques années, un certain nombre de choses restent immuables. Les politiciens bourgeois pensent que leur impérialisme est toujours aussi puissant qu'au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle ; quant aux révolutionnaires, on a l'impression qu'ils agissent comme si l'opinion de Marx sur la supériorité politique du mouvement ouvrier français était encore valable, un siècle et demi plus tard. Comme si on vivait encore dans la période ouverte par la Révolution de 1789 et close en France par la Commune de Paris, période où effectivement le prolétariat de France pouvait sembler à «l'avant-garde» des autres prolétariats par sa détermination à affronter l'Etat (comme en témoignent les années 1789-1792, 1830, 1848 et 1870).

Curieusement, ni les conservateurs ni les révolutionnaires ne veulent tirer les conséquences politiques du fait que la France est désormais une puissance impérialiste en déclin sur le plan militaire, et menacée sur le plan économique. Elle ne peut tenir son rang dans le chœur des puissances capitalistes qu'en concluant d'étroites alliances économiques et politiques transnationales, d'où le caractère vital pour la bourgeoisie française du projet européen et sa volonté une partie de sa «souveraineté nationale».

Face à cette situation, les révolutionnaires ont été incapables, depuis plus de cinquante ans que se met en place l'Europe, d'instaurer des liens réguliers avec leurs camarades d'autres pays (européens ou pas), à la fois pour construire une réflexion et pour faciliter une action sur toutes les questions: retraites, salaires, migrations, répression policière, justice, systèmes de santé ou d'éducation, etc.

Et lorsque Lutte ouvrière et la LCR ont eu cinq députés pendant une législature au Parlement européen quel a été leur bilan ? En quoi ces cinq années de présence au sein des institutions européennes ont-elles armé ces organisations pour préparer la bataille non seulement en France, mais dans toute l'Europe, contre le Traité constitutionnel et ses conséquences ?

A en juger par l'absence de collaboration entre les groupes révolutionnaires européens durant la campagne du non, on est tenté de répondre: à rien du tout.

Et on pourrait en dire autant à propos des anarchistes et des libertaires qui comptent des partisans dans à peu près tous les pays d'Europe et ont eux aussi été incapables de mener la moindre campagne internationale

contre le Traité ou (s'ils voulaient s'abstenir) autour des questions qu'il soulève. Quelles sont alors les causes de cette absence de mise en pratique d'un internationalisme hautement revendiqué par les trotskistes comme par les anarchistes (1) ?

Cette cécité politique générale concernant le déclin de l'impérialisme français, cette incapacité à agir et réfléchir à l'échelle européenne, voire mondiale, tiennent à une raison fondamentale: les réactionnaires, les réformistes voire une partie de la gauche marxiste dite «révolutionnaire» partagent les mêmes lunettes nationales occultées par leurs références universalistes et républicaines.

Pour l'extrême gauche marxiste, ses références françaises (de Jaurès à Bourdieu, en passant par Nizan, Bettelheim, Politzer ou Poulantzas) sont toutes des références étatistes, d'inspiration social-démocrate ou stalinienne. Et quand leurs lectures dépassent l'horizon français, ce n'est pas dans les écrits des bolcheviks et des «belles années» de l'internationale communiste (1919-1924) qu'ils puiseront un sens critique vis-à-vis de l'Etat puisque c'est justement ce courant qui a théorisé la domination du Parti sur l'Etat, les syndicats, les conseils ouvriers... et la classe ouvrière.

Quant aux anarchistes, leurs références intellectuelles, si elles ne sont pas étatistes, sont elles aussi pour une grande part franco-françaises: certains libertaires ressassent inlassablement un passé certes riche (Proudhon, les frères Reclus, Fernand Pelloutier, George Sorel, Sébastien Faure, Jean Grave, Emile Pouget, etc.) mais vis-à-vis duquel ils éprouvent surtout une nostalgie acritique ; pour de nombreux militants anarcho-syndicalistes on a souvent l'impression que le syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914 constitue une sorte d'horizon indépassable ; les anarchistes plus jeunes sont fréquemment attirés par les jongleries verbales et les exercices de style des situationnistes et des néo-situs que l'on a du mal à classer dans les armes indispensables au combat politique quotidien contre le Capital, ou alors, avides de savoir et de réponses nouvelles, ils dévorent, tout comme les jeunes trotskistes d'ailleurs, la prose de la gauche étatiste d'ATTAC à Bourdieu, sans toujours en déceler les pièges.

Jusqu'à plus ample informé, la réflexion politique quotidienne des libertaires de France ne semble guère puiser dans les analyses menées par les anarchistes d'autres pays, d'hier ou d'aujourd'hui. Très peu d'ouvrages écrits par des anarchistes américains, espagnols, argentins, allemands, italiens, etc., sont traduits en français et ceux qui le sont (Murray Bookchin et Noam Chomsky) ne brillent guère par leur radicalité..

Donc, qu'ils soient trotskistes ou anarchistes, les révolutionnaires français, pour des raisons différentes mais qui aboutissent à des conséquences assez semblables, ont bien du mal à prendre des distances avec leur histoire et leurs deux principales traditions nationales, jacobine d'un côté, syndicaliste révolutionnaire de l'autre.

Un fonds idéologique commun à la gauche et à la droite: le culte de l'Etat et de la nation

Il existe, que cela leur plaise ou pas, une rhétorique politique nationale, commune à la droite, à la gauche, voire même à l'extrême gauche dans certains cas. Cette rhétorique puise, dans des proportions diverses et de manière différente, dans des thèmes communs dont le rappel permanent de l'apport des philosophes des Lumières, l'universalité de la Déclaration des droits de l'homme, l'idéologie républicaine et laïque, la prétendue «démocratie communale», une vision idéalisée de la Résistance sous l'Occupation, le mythe de la neutralité des services publics et, plus récemment, l'idéologie qui a pris de l'ampleur avec le mouvement altermondialiste: le citoyennisme, la «démocratie participative», qui puisent dans la tradition politique nationale-étatiste française et se résument à une croyance aveugle en les mensonges et les illusions de la démocratie bourgeoise.

Bien sûr, tous les républicains, les laïques et même les citoyennistes ne sont pas des chauvins de la pire espèce, et leur universalisme jacobino-laïque comporte certains aspects très positifs. Mais, même lorsqu'ils invoquent de vagues valeurs internationalistes ou altermondialistes, ils sont incapables de rompre pratiquement avec l'idéologie qui a pris de si nombreuses formes durant l'histoire des luttes de classes en France. Cette idéologie est fondée sur le culte de l'Etat et de ses institutions, la croyance en son rôle protecteur, progressiste, quasi messianique, un rapport acritique au parlementarisme et aux formes de confiscation de la volonté populaire. Et au cours des dernières années, les campagnes menées contre l'AMI, ou plus récemment contre la directive Bolkenstein, ont été marquées par une inquiétante union nationale de la droite à la gauche, autour du thème de la supériorité du «modèle français», «modèle social français», ou de «l'exception culturelle française», thèmes qui sont le reflet d'une longue tradition dont nous ne donnerons ici que quelques exemples.

Durant la révolution de 1789, l'Etat français prétendait lutter contre toutes les monarchies européennes et constituer donc un facteur de progrès pour les peuples, et ce mythe perdure encore, sans que les deux siècles écoulés aient permis à la gauche de s'en distancer ; sous Napoléon, l'Etat impérial prétendait consolider les conquêtes de la Révolution qui avaient été exportées en Espagne, en Italie, au Portugal, en Belgique, etc., à

la force des baïonnettes ; au milieu du XIX^e siècle, le Second Empire de Napoléon III essaya de jouer la carte de l'union nationale et de nouer une alliance entre des classes antagonistes, ce que Marx appela justement le «bonapartisme», et Napoléon le Petit tenta d'enchaîner le mouvement ouvrier naissant à l'Empire.

En 1914, les partis et syndicats ouvriers capitulèrent honteusement, refusant de déclencher la grève générale contre la guerre mondiale, grève dont ils parlaient dans leurs motions de congrès depuis des années, et les socialistes votèrent les crédits de guerre.

Durant les années 1930, des courants socialistes belges (De Man) et français (notamment Marcel Déat, que l'on range plutôt dans les «néo-socialistes») défendirent l'idée qu'il fallait une forte intervention de l'Etat dans l'économie pour juguler la crise internationale du capitalisme et détacher les classes moyennes du fascisme: membres de la SFIO, certains des «planistes» (comme on les appela parce qu'ils étaient, entre autres, de chauds partisans de la planification) offrirent ensuite leurs services au régime... du maréchal Pétain tandis que d'autres, plus tard, furent à l'origine... du Marché commun (André Philip).

Pendant la Résistance et le gouvernement d'union nationale présidé par De Gaulle entre 1945 et 1947, on eut droit à une autre version de l'unité nationale au nom de la «lutte contre le fascisme» et du «A chacun son Boche» (PCF), puis de la reconstruction indispensable du capitalisme français («La grève est l'arme des trusts», Maurice Thorez).

Depuis 1945, d'ailleurs, la gauche et la droite communient dans l'évocation des «conquêtes sociales de la Résistance», oubliant quel fut le prix de ces «conquêtes»: faire marrer les ouvriers pour des salaires de misère, remplir les poches des patrons et de l'Etat pendant des décennies, soutenir toutes les aventures coloniales puis néocoloniales de l'impérialisme français.

Sous la Cinquième République, de 1958 à 1969, ce culte de l'Etat et de son prétendu rôle protecteur et «redistributeur des richesses» a pris de nouveau de l'ampleur notamment à travers les plans économiques de la Cinquième République et la figure charismatique du Général-Président dont la politique étrangère anti-américaine était soutenue par le Parti communiste français, le même parti qui menait campagne dans les années 70 sur le thème répugnant du «Produisons français» ; et durant les négociations sur le Programme commun dans les années 1970 et les deux premières années du gouvernement de la gauche unie 1981-1983 nous avons encore eu une version «de gauche» de cette idéologie national-étatiste: la nationalisation de quelques banques, compagnies d'assurances et quelques industries clés allait «changer la vie» de tous les opprimés et les exploités.

Une campagne du non

où l'internationalisme a été totalement absent

En 2005 avec la prétendue campagne du «Non de gauche», soutenue par les guignols de la «gauche du PS» et la majorité du mouvement altermondialiste, sans oublier l'inévitable LCR (2), nous avons assisté à un nouvel essor de l'idéologie étatiste comme en témoignent leurs tracts et leur propagande.

La campagne pour le «Non de gauche» a vu ressurgir chez les électeurs et les sympathisants de gauche les formes les plus ambiguës de l'antiaméricanisme au nom de la dénonciation de l'OTAN ou de l'OMC, ainsi que les sentiments xénophobes contre

- les tristement fameux «plombiers polonais» (3) (on vient d'ailleurs d'apprendre, après les élections bien sûr, qu'il n'y en aurait en fait que 150 ou 180 sur tout le territoire national),

- l'industrie textile chinoise (le lundi 30 mai 2005, lors d'une émission- bilan du référendum sur le TCE sur France 2, un responsable CGT eut le cynisme et le culot de dénoncer la «concurrence chinoise» sans mentionner une seule fois le sort des 19 millions d'ouvriers chinois du textile surexploités dans leur pays)

- ou l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne (qui ravive les préjugés xénophobes, racistes et antimusulmans).

Face à cette résurgence spontanée des préjugés nationalistes, la gauche dite extrême comme la gauche réformiste ont choisi de faire la sourde oreille et de minimiser le phénomène puisqu'ils voulaient surfer sur la vague du «non de gauche».

De plus, il est particulièrement indécent de voir l'extrême gauche prétendre que le «non de gauche» aurait une dimension «internationaliste» alors qu'elle a été incapable, depuis l'annonce de la forte probabilité d'un référendum, d'organiser la moindre campagne, la moindre série de meetings, à l'échelle européenne regroupant les forces révolutionnaires des différents pays de l'Union européenne pour critiquer le contenu du Traité constitutionnel et en expliquer les enjeux réels pour tous les prolétaires européens, pas simplement pour les prolétaires français.

Aujourd'hui, il n'existe aucun moyen de comptabiliser et de différencier entre les votes non, de droite et de gauche: pourtant si l'extrême gauche l'avait voulu, elle aurait parfaitement pu imprimer ses propres bulletins non et les diffuser massivement dans le cadre d'une campagne internationaliste sur le terrain électoral. Mais évidemment cela aurait dérangé le ronron électoral et perturbé le dépouillement des votes...

Globalement considéré, ce vote non est d'autant moins internationaliste que 42% des électeurs du non pensent qu'«il y a trop d'étrangers en France» contre 21% des électeurs du oui. Et que les électeurs du Front national se sont plus mobilisés pour le non (90%) que ceux d'extrême gauche.

Où sont passés les 6 millions de voix de Le Pen et de Villiers ?

Loin d'être une «victoire» de la classe ouvrière ou la «revanche des classes populaires sur Maastricht» (dixit Alternative libertaire) la pseudo «victoire du non» est le fruit d'une alliance contre nature dans les urnes entre les 6 millions d'électeurs Le Pen et de Villiers (dont les positions xénophobes et racistes ne sont plus à démontrer) avec les 9 millions d'électeurs PC et PS (et encore cette estimation est-elle optimiste puisqu'elle suppose que la droite traditionnelle n'a pas apporté la moindre contribution au camp du non, ce qui est manifestement inexact puisqu'il existe une droite souverainiste). Une telle «victoire» n'a rien à voir avec la défense des intérêts des exploités.

Il faut avoir un sacré culot et un certain mépris pour l'intelligence des travailleurs pour affirmer que le non aurait «marginalisé l'extrême droite». Ce sont les mêmes qui nous expliquaient qu'il fallait voter Chirac en 2002 parce que les 5 millions d'électeurs de Le Pen représentaient un danger «fasciste» et qui aujourd'hui nous expliquent que ces 5 millions d'électeurs dangereux se seraient évanouis en fumée - à moins qu'ils ne se terrent dans leurs caves ?

Une «grande victoire symbolique» ? Un «immense espoir» ?

D'ailleurs les anarcho-électorales d'Alternative libertaire dévoilent de façon bien naïve le manque d'ampleur de leur vision politique lorsqu'ils écrivent sans rire que la «victoire du Non» serait une «petite victoire sociale» et une «grande victoire symbolique».

Voilà à quoi en sont réduits des révolutionnaires aujourd'hui: à se réjouir de victoires électorales, qui plus est «symboliques», ou de l'«immense espoir» (LCR) soulevé par les résultats d'un référendum-plébiscite qui s'est retourné contre Chirac. D'ailleurs nos révolutionnaires ne parlent plus guère, dans leur propagande quotidienne, de détruire l'Etat bourgeois, de former des conseils ouvriers, de supprimer le salariat, la monnaie et la hiérarchie, de réorganiser la production et la vie sociale sur des bases radicalement différentes: ils préfèrent évoquer une «rupture avec le capitalisme» (LCR) tout comme Mitterrand avant 1981 ou menacer de «faire trembler le capitalisme» (Alternative libertaire).

Lors de l'émission Transeuropéennes, mardi 31 mai, Alain Krivine, dirigeant de la LCR, a tranquillement expliqué: «ce que les gens veulent, c'est une France solidaire qui permette le plein emploi et une juste redistribution des richesses». C'est peut-être ce que «les gens» veulent, mais si c'est tout ce que des révolutionnaires ont à proposer aux travailleurs quand ils ont l'occasion inespérée d'exposer leurs idées et leurs propositions à la télévision, franchement ils feraient mieux de se taire plutôt que de servir de porte-voix aux prolétaires les plus modérés...

Quant à la prétendue «autre Europe sociale, démocratique, écologiste et féministe», ce n'est qu'un rideau de fumée ; c'est mentir de prétendre qu'elle pourrait jaillir des urnes et, de surcroît, d'un soutien «critique» aux politicards de gauche.

C'est mentir de faire croire qu'elle pourrait venir d'une «Assemblée constituante (4)», élue à la proportionnelle, qui par ailleurs donnerait une représentation solide au Front national et à ses 5 millions d'électeurs, sans compter toutes les autres forces réactionnaires qui pourraient librement s'y exprimer, si l'on reste dans le cadre de la démocratie bourgeoise traditionnelle.

C'est mentir d'affirmer que cette «autre Europe» pourrait être facilitée par la tenue d'un «nouveau Forum social européen» qui permettrait à toutes sortes de politiciens de gauche discrédités de se refaire une virginité.

Les militants d'extrême gauche ont bien peu confiance en la force et la justesse de leurs idées pour croire qu'une pseudo-victoire électorale pourrait «gonfler le moral des classes populaires» (Alternative libertaire). C'est exactement le raisonnement que tenaient d'ailleurs la LCR ou l'OCI (ancêtre du PT actuel) en 1981 quand ils expliquaient que la venue de Mitterrand au pouvoir allait soulever l'espoir des «masses» et que celles-ci «déborderaient les appareils». On a vu le résultat: croissance exponentielle du chômage, casse de la sidérurgie, des mines, des chantiers navals, de l'automobile, dégradation générale de tous les prétendus «services publics», attaques systématiques contre les travailleurs immigrés, essor du Front national et de l'expression publique des idées et comportements racistes, etc.

Les ouvriers et les employés qui ont voté non sont peut-être momentanément contents d'avoir filé une baffe à Chirac et à certains représentants de la classe dominante. Mais ils n'ont pour le moment AUCUNE AUTRE PERSPECTIVE politique que de confier demain le pouvoir à une autre fraction de la classe dominante: la gauche qui a mené une politique anti-ouvrière chaque fois qu'elle est venue au gouvernement.

Les travailleurs n'ont pas suffisamment confiance en eux-mêmes pour prendre leurs affaires en main,

s'emparer des usines et des bureaux, supprimer toute hiérarchie, se débarrasser de toutes les forces répressives de l'Etat, mettre en place leur propre pouvoir et donner une orientation radicalement différente à toute la production. Les partisans du «non de gauche» ne font que renforcer leurs illusions dans l'utilité et l'efficacité des élections, illusions dont on sait parfaitement qu'elles seront demain trahies.

Les manœuvres de la «gauche du non»

La façon dont la gauche nous explique aujourd'hui la prétendue «victoire du Non» témoigne une fois de plus du nationalisme incurable qui imprègne ses dirigeants. En effet, qu'ont déclaré les dirigeants de la pseudo-gauche du Parti socialiste dimanche 28 mai dès qu'ils ont appris les résultats des élections ? «Je suis fier d'être français» (Henri Emmanuelli), «Notre pays a une haute idée de la politique et refuse une économie de marché sans aucune règle» (Marie-Thérèse Lienemann), «La rupture avec le capitalisme est un songe creux» (Arnaud Montebourg).

Qu'a déclaré le trio Dolez-Filoché-Généreux qui a fait un tour de France et près de 90 meetings pour le «non de gauche». Ils se sont réjoui de l'«allégresse» du «peuple français» qui a manifesté dans les rues «comme en mai 1981». Mais nos trois mousquetaires oublient de mentionner tous les coups portés à la classe ouvrière par la gauche au pouvoir depuis ces mêmes manifestations de liesse. Fidèles à la tradition du nationalisme français le plus arrogant, nos trois «socialistes de gauche» osent écrire que «le non français a créé la possibilité d'une authentique refondation démocratique de l'Europe. Il dit au reste de l'Europe que les pro-européens ont le droit de dire non sans menacer la construction européenne», «La France doit donner l'impulsion nécessaire pour une nouvelle négociation», etc.

Non seulement nos trois branquignols se gargarisent de mots comme «la France» et la «construction européenne», non seulement ils font le même raisonnement que Chirac en croyant encore que «la France» serait la tête politique de l'Europe, mais en plus ils cachent sciemment que leur construction européenne, qu'elle soit menée par des sociaux-libéraux ou des sociaux-démocrates, est et sera inévitablement une tentative de construire une nouvelle puissance impérialiste aux contours inédits.

Certes, on ignore encore si cette future puissance impérialiste européenne verra vraiment le jour et de quelles institutions politiques définitives elle se dotera, mais l'Union européenne possède déjà sa monnaie unique et devra un jour posséder une armée unique, ultramoderne, prête à intervenir sur tous les continents, si elle veut jouer pleinement son rôle face à l'impérialisme américain et aux puissances capitalistes émergentes en Asie, l'Inde et la Chine.

La pseudo-gauche du PS a déjà concocté un beau programme: l'«unité de toutes les tendances socialistes», l'«unité de la gauche» et une «nouvelle constitution démocratique européenne». En d'autres termes, ils veulent avoir des strapontins dans le prochain gouvernement bourgeois de gauche et prendre part à la direction de l'impérialisme européen en lui donnant une façade démocratique.

Le PCF, quant à lui, continue à se vautrer dans le respect et le culte de l'Etat bourgeois puisqu'il demande à Chirac (à Chirac !) de «porter avec force la voix de notre peuple et de demander la négociation du traité avec un véritable débat populaire en Europe».

ATTAC n'est pas non plus en mal de chauvinisme puisqu'elle propose de réaliser un tour d'Europe «pour expliquer le non français» comme si les Européens étaient trop cons et avaient attendu les altermondains pour comprendre ce qui était en jeu dans la construction de l'impérialisme européen.

Dans son éditorial du *Monde diplomatique* de juin 2005 Ignacio Ramonet nous sert tous les lieux communs du chauvinisme de gauche: «(...) la France rebelle a fait honneur à sa tradition de "nation politique par excellence". Elle a renoué avec sa "mission historique" (...). Depuis ses débuts, en 1958, (...) la construction communautaire a exercé une contrainte croissante sur toutes les décisions nationales (...)». Les altermondialistes avaient mille fois raison de critiquer le contenu réactionnaire du Traité constitutionnel européen, mais leurs dirigeants ne dénoncent ce qu'ils appellent le «néolibéralisme» (qui n'est qu'un cache-sexe pour le capitalisme) qu'au nom des intérêts bien compris de la nation française, c'est-à-dire de l'impérialisme français.

Une attitude révolutionnaire conséquente consisterait non pas à «expliquer le non français» aux autres Européens mais à construire ensemble, avec toutes les forces révolutionnaires du continent, une analyse et des actions qui puissent contrer la propagande et les mauvais coups des classes dirigeantes européennes. Mais on en est loin...et ce n'est de toute façon pas l'objectif d'ATTAC et des partis de gauche.

Les rabatteurs d'extrême gauche de Fabius,

Bové et tutti quanti

Face aux manœuvres politiciennes grossières de la gauche qui aboutiront sans doute à remettre en selle un politicien «social-libéral» (en clair bourgeois) comme Fabius, l'extrême gauche n'a fondamentalement pas d'autre politique à proposer que d'appeler à la victoire de la gauche en 2007, tout en enrobant cet appel de ses habituelles coquetteries hypocrites (il faut un «gouvernement des travailleurs», un «gouvernement

anticapitaliste», etc., toutes formules qui ne sont qu'un habillage trompeur des formules de F Union de la gauche ou de la gauche plurielle).

Les militants du Parti des travailleurs ont certes leurs propres comités, mais soyons sûrs qu'ils appelleront à voter PC-PS. Lutte ouvrière ne s'est pas mouillée dans les comités du non, mais cette organisation a quand même appelé à voter non lors du référendum et appellera certainement à voter PC, voire PS, en 2007, comme elle le fait à presque toutes les élections.

Quant à la LCR, elle a participé aux comités du non aux côtés des opposants du PS et des Verts, et des militants du PCF. Déjà deux jours avant la «victoire» du non certains dirigeants de la LCR confiaient à *Libération* qu'ils entendaient faire perdurer les comités du non après les élections pour pousser la gauche au pouvoir. Et le mardi 31 mai, face aux accusations de division lancées par l'ex-ministre PS Moscovici, Alain Krivine n'a pu que se défendre en affirmant qu'il était «unitaire pour dix». Unitaire pour dix, d'accord, mais pour quoi faire en dehors de porter les politiciens de gauche au pouvoir ?

D'ailleurs, Clémentine Autain, apparentée PCF, n'affirmait-elle pas le lundi 30 mai, d'un air gourmand et matois, sur I-télé, qu'il ne fallait «pas tout de suite parler des présidentielles de 2007», sinon on allait couler les comités du non ? Bel aveu qui dévoile les arrière-pensées de tous ces prétendus adversaires du «social-libéralisme» auxquels la LCR veut s'allier pour, paraît-il, mieux les démasquer !

Les manœuvriers de la gauche et de l'extrême gauche vont faire monter lentement la mayonnaise avec l'appui des altermondialistes et peut-être même de certains libertaires pour finalement sortir de leur chapeau Fabius (ou Bové, pourquoi pas ?) aux présidentielles. Mais que gagneront les travailleurs à miser sur ces chevaux-là ? D'amères désillusions et de nouveaux coups dans la gueule s'ils ne se mobilisent pour leurs propres intérêts de classe sans écouter les sirènes électoralistes.

La lutte sera longue et difficile, mais elle ne passera ni par les urnes ni par les combinaisons politiciennes que nous font miroiter la gauche et l'extrême gauche.

Yves Coleman, 1^{er} juin 2005

Notes

1. Cet article s'attache avant tout à démonter les analyses avancées par la «gauche du non» et l'extrême gauche - et accessoirement celles d'un groupe libertaire qui se complaît dans le tacticisme électoral depuis quelques années (Alternative libertaire), reflétant ainsi des illusions qui dépassent très largement les frontières de cette petite organisation et touchent tout le milieu al-termondialo-gauche-citoyenniste.

Pour ce qui est des anarchistes traditionnellement abstentionnistes (Fédération anarchiste, CNT-Vignoles, CNT-AIT, OCL, etc.), leur radical antiétatisme originel et leur antinationalisme affiché auraient dû, en principe, les préparer, plus que d'autres, à une pratique sérieuse de l'internationalisme, en tout cas au minimum au niveau européen. La lecture de leur presse et de leur propagande montre qu'à ce niveau-là ils sont apparemment incapables, et ce depuis des décennies, de construire un réseau international d'analyse et d'action. Connaissant peu ces milieux, il m'est impossible d'en distinguer clairement les raisons profondes, mais le constat est accablant depuis l'échec de la Première Internationale, il y a plus d'un siècle maintenant.

2. Un camarade de la LCR s'est dit choqué à la lecture de ce texte par l'amalgame injuste qui serait fait entre la gauche bourgeoise et son organisation. On comprend mal son indignation alors que, depuis des années, le slogan favori de la LCR est justement: «100% à gauche !», qu'elle lutte pour une «vraie gauche» et que l'on a vu au cours de la «campagne pour un non de gauche» Olivier Besancenot parader aux côtés des Buffet, Melenchon et autres politiciens de gauche sans leur adresser de critiques fondamentales.

3. A propos de ce qui est en train de se dérouler dans les nouveaux pays de l'Union européenne, ceux qui lisent l'anglais découvriront avec profit le numéro 2 de la revue *Prol-position* sur le site du même nom. Ils vérifieront qu'un petit groupe révolutionnaire peut parfaitement recueillir des informations utiles sur les luttes ouvrières en Pologne, en Roumanie, en Tchéquie, etc., et réfléchir à la portée des migrations des travailleurs d'Europe de l'Est et à leurs effets sur une puissance impérialiste comme l'Allemagne par exemple, en dépassant les généralités sur l'Europe «libérale» (c'est-à-dire impérialiste) et les polémiques dignes de spécialistes du droit constitutionnel qui ont entouré le texte du TCE.

4. Ceux qui invoquent la nécessité d'une nouvelle «Constituante», mythe ayant déjà deux siècles d'existence, et qui jouent sur la fibre jacobine française très présente chez les «souverainistes de gauche», ne se rendent même pas compte que cette Assemblée a joué son rôle lors d'une révolution... bourgeoise et antimonarchique !

Mais finalement, quelque part, ce n'est pas très différent de ce que raconte Lutte ouvrière quand elle explique que les conseils ouvriers ressembleraient aux conseils municipaux actuels...

On retrouve dans ces deux argumentations la même incapacité de puiser dans les expériences révolutionnaires d'autres pays que la France, par frilosité, par un prétendu souci pédagogique et/ou par

incapacité de produire des analyses politiques solides en commun avec des militants révolutionnaires d'autres pays.

A ce propos, il est d'ailleurs caractéristique que les militants français continuent de vivre dans la nostalgie du Mai 68 français, mouvement dont la radicalité et l'importance sont finalement assez réduites quand on les compare aux riches dix années du Mai rampant italien ou à la radicalité bien supérieure des occupations d'usines et des commissions de travailleurs au Portugal durant les années 1974-1975.

Mais l'intelligentsia «soixanuitarde» qui a intégré la direction des médias et des élites politiques de gauche est tellement imbue d'elle-même et a tellement influencé la vision que l'extrême gauche française a de son histoire que les militants, quarante ans après, n'ont pas encore intégré dans leur raisonnement que ce qu'il est convenu d'appeler la «contestation des années 60» a en fait d'abord commencé aux Etats-Unis et que ses pointes les plus radicales sont apparues en Italie et au Portugal, ce qui relativise beaucoup la signification historique de Mai 68. Et si l'on ajoute à cela ce qui se passa notamment dans des pays comme la Tchécoslovaquie et le Mexique, on peut alors donner au Mai français des proportions plus exactes et surtout moins chauvines.

Quelques précisions à propos de «La triste farce de la “victoire du non”»

Un camarade de la LCR m'écrit:«Tu es trop critique à l'égard de la LCR quant à l'internationalisme.Le meeting du 8 avril 2005 à la Mutualité était internationaliste (Bloc de Gauche, SSP, Rifundazione et message de Ken Loach), «Rouge» a fait plusieurs articles sur le débat sur la Constitution ailleurs (notamment sur les 200 000 manifestants devant le Parlement grec qui ratifiait la Constitution), un camarade va faire un meeting à Barcelone la semaine prochaine, tout comme nos camarades d'Espacio Alternativo étaient venus en France durant la campagne.»

Dont acte.

Néanmoins, la METHODE de pensée et de travail de la LCR n'est pas internationaliste: une telle méthode supposerait d'avoir travaillé ensemble depuis des décennies avec les organisations sœurs de la Quatrième Internationale (au minimum) pour bâtir une analyse, des actions et des campagnes communes. Et loin de moi l'idée de créer une Internationale qui marche au pas sous la férule d'une section ou d'une direction omnisciente...

Il n'est guère productif d'inviter une fois ou deux fois par an quelques orateurs (dont les positions politiques, dans le cas du meeting du 8 avril, n'étaient pas du tout claires) dans un pays ou dans un autre, et de juxtaposer à la va-vite des analyses nationales reliées par une vague dénonciation de la «mondialisation néo-libérale».

Il est quand même incroyable qu'une organisation qui affiche une tradition internationaliste ne s'en serve pas pour raisonner d'une autre façon. LO polémiquait avec la LCR dans les années 70 parce que celle-ci croyait en la facti- bilité de l'Europe et pas LO. Mandel avait écrit d'ailleurs écrit un livre il y a 30 ans environ qui s'appelait *La réponse socialiste au défi américain* où il avançait quelques hypothèses allant dans ce sens.

Or cette souplesse d'interprétation, plutôt positive, vis-à-vis d'une évolution possible de la réalité européenne n'a pas amené pas la LCR à penser son action dans un cadre européen avec d'autres révolutionnaires, ne serait-ce qu'en se limitant aux sections de la Quatrième Internationale. En clair à créer un parti vraiment européen, fût-il «trotskiste pur jus».

Ce repli national entraîne d'autant plus la LCR (et ses organisations sœurs) à des calculs strictement politiques: appartenir à des blocs électoraux nationaux qui sont inévitablement amenés à cogérer la crise. Un exemple: Bertinot- ti du PRC, Parti de la Refondation communiste, veut revenir au pouvoir avec DS (les Démocrates de gauche, ex-majorité du PCI) en Italie. Donc demain les camarades proches de la LCR en Italie qui militent dans le PRC se trouveront dans la même situation qu'au Brésil, au sein du PT face à Lula et sa politique anti-ouvrière. Pourquoi ne pas anticiper les situations et les difficultés, plutôt de répéter exactement les mêmes erreurs pays par pays ? Ou alors c'est qu'on pense que la lutte pour le socialisme à l'échelle internationale est impossible. Dans ce cas il faut le dire, et faire son congrès de «refondation» idéologique, comme le SPD allemand à Bad-Godesberg, et ne plus se réclamer du «communisme révolutionnaire». Au moins, les choses seront plus claires.

Avec toute l'offensive idéologique menée depuis deux jours dans les médias sur les prétendues «solutions» apportées au chômage en Angleterre, en Suède, au Danemark, on va avoir besoin d'un sacré paquet d'infos pour contrer cette propagande. Or nous serions EN AVANCE sur cette offensive si nous expliquions depuis des années à quel point les "solutions" dans les autres pays augmentent les «working poors» (les travailleurs qui ont un boulot mais vivent dans la pauvreté), au lieu de simplement défendre les «conquêtes de 36, 45 ou 68» comme le fait l'extrême gauche, y compris la LCR. Si au lieu d'opposer explicitement ou implicitement un modèle «anglo-saxon» (inexistant puisque la situation en Angleterre est très différente de celle des Etats- Unis) à un modèle français, nous raisonnions au-delà des frontières

Yves Coleman, 2 juin 2005

Réponse à Xavier

Signification des victoires et défaites électorales

(...) L'analyse électorale est un art pratiqué depuis fort longtemps par toutes les forces politiques. En ce qui concerne l'extrême gauche marxiste, elle repose en général sur trois idées que je schématiserai ainsi:

- la classe ouvrière a des partis de masse qui la trahissent,
- la classe ouvrière peut exprimer sur le terrain électoral de façon déformée ses aspirations,
- la classe ouvrière peut combattre voire vaincre la bourgeoisie sur le terrain électoral et parlementaire.

Le problème est que ces trois affirmations ne tiennent pas (ou plus) la route:

Il n'existe, à ma connaissance, aucun parti de masse de la classe ouvrière dans le monde qui représente ses intérêts, même de façon «déformée» (la seule exception que je ferais peut-être est celle du Parti des travailleurs brésilien, de nature trop récente pour être encore définitivement intégré à l'Etat ; l'avenir nous dira quelle sera son évolution, même si son évolution présente nous donne toutes les raisons d'être inquiet).

De fait, les partis dits «ouvriers» de masse, sociaux-démocrates ou staliniens sont des appareils d'encadrement de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie salariée totalement intégrés à l'Etat bourgeois.

Dans le cas français, le PCF et le PS sont des partis dont les appareils vivent des subventions et des postes que leur concède l'Etat bourgeois, quand ce n'est pas d'expédients financiers douteux liés aux mairies qu'ils gèrent.

Ces partis ne «trahissent» donc pas vraiment la classe ouvrière, puisqu'ils ne la représentent pas et qu'ils ne prétendent d'ailleurs plus, depuis longtemps, la représenter. Leur seul souci est de défendre la nation française, c'est-à-dire la bourgeoisie et son Etat.

Cela ne veut pas dire que l'on ne peut pas mener des actions unitaires sur des questions concrètes avec des militants ou des fractions de ces partis, mais cela signifie que ces actions ont des limites dictées par le rapport de forces défavorable entre ces militants et les révolutionnaires (...).

2) Nous ne sommes plus au XIX^e siècle, à une époque où l'on devait se battre quotidiennement pour le suffrage universel et des droits démocratiques élémentaires concernant la liberté d'expression et d'organisation de la classe ouvrière, du moins en Europe, en Amérique du Nord et au Japon..

(...) Dans le cadre précis de l'Europe, il n'existe aucun mouvement ouvrier vivant, qui organise les travailleurs contre leur propre bourgeoisie et contre toutes les bourgeoisies européennes. Et ce n'est pas la France avec ses 7% de syndiqués, le PS avec ses 120 000 adhérents et le PC avec ses 40 000 qui peuvent prétendre représenter une fraction significative de travailleurs profondément «anticapitalistes» pour reprendre un mot dont le sens est aujourd'hui complètement dévalué.

On voit donc mal dans une telle situation comment les élections pourraient être un «baromètre» d'une lutte de classe qui n'existe pas à une échelle significative (du moins du côté ouvrier ; du côté patronal, le moins qu'on puisse dire est qu'ils luttent pour leurs intérêts de classe !) et d'un mouvement ouvrier anémique et intégré à l'Etat. Les syndicats français n'ont pas de caisse de grève, le nombre de leurs militants (non permanents ou ne pratiquant pas le cumul des mandats syndicaux) se réduit comme peau de chagrin et leur existence repose sur les subventions patronales et l'aide financière de l'Etat.

D'autre part, les ouvriers ne sont pas majoritaires sur le terrain électoral. Le seul terrain sur lequel il puisse y avoir un véritable «vote de classe» (et encore avec des nuances), du point de vue sociologique comme du point de vue politique, c'est celui de l'entreprise, et à condition de ne pas se trouver au siège social de la SCNF, Renault, Publicis ou IBM...

Où alors c'est que l'on inclut dans cette «classe» (ouvrière) toutes les couches de la petite bourgeoisie salariée, de la paysannerie, des commerçants et des professions libérales. En effet, les ouvriers représentent 7 millions de personnes en France sur 44 millions d'électeurs. On voit donc mal comment le vote «non» pourrait exprimer un vote de classe ! Sans compter qu'il y a eu lors du référendum 15 millions d'abstentionnistes dont une bonne partie sont... des ouvriers !

Si la gauche ou l'extrême gauche présentaient un programme de classe aux élections on pourrait mesurer, de façon purement statistique, la sympathie pour ce programme dans «la population». Si des questions concrètes et précises intéressant la classe ouvrière (les 35 heures, la retraite à 50 ans, le droit d'organiser des syndicats ou des comités extra syndicaux dans toute entreprise, l'ouverture des frontières, etc.) étaient proposées au vote, on pourrait savoir quel assentiment ces revendications recueillent dans la population en général, et donc dans la classe ouvrière en particulier.

Ce n'est jamais le cas lors d'élections législatives ou présidentielles. Les enjeux réels et officiellement débattus sont toujours des tripatouillages au niveau de la répartition de pouvoir au niveau local, régional ou national. Quant à l'extrême gauche française, elle se refuse à toute propagande pour le socialisme pendant les

périodes électorales - et même en dehors d'ailleurs.

Enfin, dans ce référendum européen, la question était: Etes-vous pour ou contre le Traité constitutionnel ? En quoi ce type d'alternative fait-il la moindre place aux besoins et aux aspirations de la classe ouvrière ?

3) Sur le fond, c'est le troisième point qui est le plus important. L'extrême gauche française se présente aux élections municipales, législatives et présidentielles depuis près de trois décennies, et aux élections européennes depuis moins longtemps. Elle prétendait au départ que c'était pour mieux se faire connaître et surtout mieux faire connaître le programme révolutionnaire. Si le premier objectif a été atteint (on invite Besancenot et Laguiller dans beaucoup d'émissions «people» et dans quelques émissions politiques ; leurs meetings réunissent du monde en province et à Paris), le second a été complètement et sciemment abandonné.

Quel est le bilan de cette présence électorale et des quelques conseillers généraux ou députés européens élus ? Non seulement nul pour les travailleurs des régions touchées par les licenciements de masse et par la répression patronale, mais en plus catastrophique au niveau du contenu de plus en plus réformiste, voire populiste, des campagnes de ladite extrême gauche. Pour avoir une chance d'être élu dans le cadre de l'Etat bourgeois et en dehors d'une situation de grande tension entre les classes sociales, il faut donner des gages à la bourgeoisie. Et c'est ce que fait la gauche, et maintenant l'extrême gauche, depuis des décennies.

Les travailleurs qui votent pour la gauche aux élections ne croient pas au socialisme, ne pensent même pas que le socialisme arrivera par miracle grâce à l'Union de la gauche ou à la gauche plurielle. Durant les années qui ont suivi la «victoire» de 1981, les ouvriers n'ont pas profité de la présence de la gauche au pouvoir pour occuper les usines, remettre en cause la hiérarchie et le salariat, etc.

Ils ne sont pas non plus descendus dans la rue quand ils se sont rendus compte que l'Union de la gauche n'avait même pas appliqué toutes les belles promesses contenues dans son très timide «programme commun». Le seul cas dans l'histoire du mouvement ouvrier français où les ouvriers ont «débordé sur sa gauche» un gouvernement «socialiste» pendant quelques semaines, c'est celui de 1936, il y a presque soixante-dix ans. Mais peut-on faire de cette exception une règle ?

Les ouvriers (et toutes les autres couches sociales exploitées) qui votent pour la gauche veulent simplement un gouvernement moins pire que le précédent. Leurs espérances ne vont pas au-delà. En tant qu'électeurs ils partagent la logique du système, ils ne le remettent pas en cause dans les urnes. Comme l'indique un sondage BVA publié dans *Libération* du 6 juin 2005, à la question «Pensez-vous, s'il était au pouvoir, que le PS ferait mieux, moins bien, ni mieux ni moins bien que le gouvernement actuel en matière économique et sociale» 46% des électeurs potentiels du PS répondent «NI MIEUX NI MOINS BIEN» ! On voit donc que ce ne sont pas les électeurs de gauche qui ont des illusions sur le PS mais bien l'extrême gauche électoraliste qui cherche à leur en donner ! Quant aux 44% qui répondent «mieux», gageons que cette réponse ne signifie pas pour eux la fin du capitalisme !

En ce qui concerne les résultats du référendum, on peut certes affirmer que les travailleurs ont donné une gifle à une fraction de la classe dominante, mais à condition d'ajouter immédiatement qu'ils ont aussi laissé intacte une autre partie de cette classe dominante, la pseudo-gauche, les Emmanuelli, Fabius, Mélenchon, Montebourg et tutti quanti.

D'ailleurs tu perçois toi-même le problème d'une interprétation positive des résultats du référendum puisque tu écris: «le rejet populaire de l'Europe proposée a eu avant tout pour origine le ras-le-bol vis-à-vis des politiques "libérales" (c'est-à-dire capitalistes, mais pas consciemment vues comme telles) dont nous sommes victimes».

Tu admetts donc:

- qu'il ne s'agit pas d'un véritable vote de classe mais d'un «ras-le-bol» (notion vague s'il en est et qui peut mener à tous les populismes) et d'un «rejet populaire», le peuple étant une notion extensible et commune à la gauche comme à la droite ; de plus, arguer de la composition majoritairement ouvrière de l'électorat du non ne mène pas très loin. Traditionnellement, entre un tiers et la moitié des ouvriers votent pour la droite ou l'extrême droite, et ce fait statistique ne remet pas en cause la nature bourgeoise de l'UMP ou du FN ;

- qu'il ne s'agit même pas d'un rejet «consciemment» anticapitaliste.

(...) Quant aux «classes moyennes» qui, selon toi, commenceraient à s'«affranchir de leurs illusions», comment cela se manifeste-t-il pour le moment ? Que je sache, les cadres continuent à appliquer les directives patronales, les juges continuent à appliquer une justice de classe, les professeurs continuent à ne pas remettre en cause leur fonction, etc. Ou alors tu penses au courant ATTAC et à ses timides propositions de réforme du système capitaliste. En fait, ces classes moyennes-là se plaignent surtout que l'Etat et les entreprises ne reconnaissent pas leurs compétences en les payant mieux et en leur accordant un plus grand prestige social. Elles peuvent faire preuve de compassion vis-à-vis des «pauvres» (mais cela l'Eglise

catholique ou l'Islam le font depuis des siècles), vouloir mettre en place un commerce plus «équitable» ou un «développement durable» (1), mais elles n'ont aucune envie, jusqu'à présent, de la moindre révolution sociale qui remettrait en cause leur place dans la hiérarchie des savoirs et des pouvoirs.

Enfin, pour revenir au vote non, du FN aux souverainistes de l'UMP, en quoi la victoire du «non», qu'ils appelaient de leurs vœux, serait-elle pour eux une défaite ? Mystère.

Les révolutionnaires n'ont pas le droit (mais ils le font tous les jours dans leur propagande) de nous faire prendre des vessies pour des lanternes: de faire passer des électeurs atomisés dans l'isolement pour des travailleurs conscients ; de faire passer des ouvriers qui ne s'opposent pas par la grève générale à tous les plans de restructuration depuis trente ans ni à toutes les attaques contre leurs droits sociaux pour des prolétaires anticapitalistes déterminés.

Il n'est pas question de reprocher aux travailleurs une prétendue passivité, mais il faut avoir une vision réaliste du rapport de forces, des défaites et des victoires réelles. On doit faire un lien entre les idées et les actes, et ce lien ne s'effectue pas sur le terrain électoral, mais sur le terrain de la grève, des occupations d'usines, des manifestations, de l'auto-organisation au niveau local, national et international sur toutes les questions politiques.

Quelques pistes sur la question de l'Europe

Si l'on avait voulu débattre sérieusement de l'Europe, il aurait fallu commencer par déblayer certaines questions et entamer quelques démarches.

1) Il aurait fallu se mettre d'accord sur la signification profonde de l'Europe et l'Union européenne. Les organisations d'extrême gauche hésitent grosso modo entre deux analyses, qui coexistent d'ailleurs parfois dans leurs textes:

* L'Europe serait une utopie capitaliste réactionnaire vouée à l'échec parce que le capitalisme serait incapable d'abattre les frontières nationales-étatiques. Pendant les années 50 et 60 certains groupes trotskistes considéraient que le projet européen résultait surtout de la volonté de l'impérialisme américain de créer une zone de libre échange sur le continent européen pour mieux le dominer. L'évolution de l'Union européenne leur a donné tort mais ils n'ont pas voulu le reconnaître. C'est pourquoi dans la dénonciation de l'Union européenne il y a toujours un arrière-goût de «complot atlantiste».

Pourtant on peut difficilement soutenir que la création d'une monnaie unique européenne et de la Banque centrale européenne jugées impossibles par de nombreux groupes pendant des années, n'aient pas été un premier pas significatif vers la création d'un Etat fédéral et la création d'un impérialisme européen, donc une menace pour l'impérialisme américain.

Ces groupes considèrent en fait qu'il n'existe qu'un seul rapport de forces favorable possible: la lutte de chaque classe ouvrière nationale face à propre son Etat nation. C'est seulement dans ce cadre que chaque classe ouvrière peut obtenir des conquêtes sociales importantes et les garantir. Ils regrettent l'Etat providence des Trente glorieuses et veulent que l'histoire revienne en arrière.

* L'Europe unie (et capitaliste) serait une possibilité envisageable qu'il faudrait donc, dans un premier temps, réformer au maximum dans un sens «écologiste, féministe et anticapitaliste». Les groupes qui penchent pour cette seconde hypothèse sont plus enclins à combattre les institutions transnationales (FMI)

C'est parce que ces analyses n'ont pas été poussées jusqu'au bout que l'extrême gauche a pu surfer sur la vague du non en tenant des propos contradictoires et en s'alliant avec les chauvins du PCF, de la gauche du PS et d'ATTAC.

2) Pour comprendre ce qu'est l'Europe il faut travailler avec des militants d'autres pays à analyser concrètement ce qui est en train de se passer dans les différents pays de l'Union européenne. Ce travail d'échange d'informations et d'analyses mènera à des actions de solidarité et à des luttes à l'échelle continentale, et à une propagande de meilleure qualité, plus imaginative que le ronron ambigu contre l'Europe libérale que nous sert jusqu'ici l'extrême gauche.

Yves Coleman, novembre 2005

1. Dans un reportage sur RFI le 5 juin 2005 à propos des entreprises françaises qui investissent en Roumanie, un patron français expliqua qu'il investissait dans le «développement durable» en payant ses ouvriers locaux 160 euros par mois !